

**PAULA COSSART
PACÔME HOLLESTELLE**

**LA CONSTRUCTION EN
TENDANCES DE L'UNEF.**

**RETOUR SUR LES CONFLITS
DU CONGRÈS LILLOIS DE 2009**

1

1

En 2019, 86 responsables issus de l'aile gauche de l'UNEF annoncent leur départ du syndicat et dénoncent sa structuration en tendances. Mettant l'accent sur les enjeux de pouvoir internes à l'organisation, les tendances écarteraient les membres des luttes syndicales à mener en commun. Les rapports de force internes à l'organisation sont officialisés et figés dans le temps par les congrès nationaux, souvent perçus par les militants comme très violents. C'est en plaçant la focale sur le congrès local de Lille de 2009, où s'est jouée une bataille importante entre les tendances au sein de l'UNEF, que nous voulons aborder la question de leur construction politique et sociale, mais aussi analyser les rapports entre les individus et les trajectoires militantes qui en découlent.

Premier syndicat étudiant jusqu'en 2016¹, l'Union Nationale des Étudiants de France regroupe à différentes périodes de son histoire une partie importante des courants idéologiques de gauche qui traversent le monde étudiant, du maoïsme aux sociaux-libéraux. Cette coexistence au sein d'une même organisation se traduit par des fractures internes, qui s'expriment à travers l'apparition et la structuration de tendances. C'est à l'étude des formes prises par cette division interne et de ses conséquences que nous nous intéressons ici. De fait, si le syndicalisme étudiant est un objet relativement peu investi par les sciences sociales, celui des tendances en son sein l'est encore moins. Or l'UNEF est caractérisée par d'importantes rivalités politiques en son sein qui impactent lourdement son fonctionnement.

Les rapports de force internes à l'organisation sont officialisés et figés dans le temps par les congrès nationaux, qui se tiennent tous les deux ans. Les délégués qui les composent sont élus par les congrès locaux, qui ont lieu avant le congrès national dans chaque AGE (Assemblée Générale Etudiante, section locale de l'UNEF) à la proportionnelle

¹ Le 29 novembre 2016, l'UNEF est devancée aux élections des CROUS (Centres Régionaux des Œuvres Universitaires et Scolaires) par la FAGE (Fédération des Associations Générales Étudiantes).

des scores réalisés par les textes d'orientation proposés par chaque tendance. Ces congrès, souvent perçus par les militants comme violents, marquent durablement l'organisation. C'est ici en plaçant la focale sur le congrès local de Lille de 2009, où s'est jouée une bataille importante entre les tendances, que nous voulons aborder la question de leur construction politique et sociale, mais aussi analyser les rapports entre les individus et les trajectoires militantes qui en découlent². Depuis la réunification en 2001, année où l'UNEF-ID fusionne avec l'UNEF-Renouveau, le syndicat connaît son congrès le plus tendu. 2009 est une année militante charnière, qui marque la fin d'un enchaînement de luttes étudiantes sans précédent, du CPE³ à la « LRU 2 »⁴, et

² Sur les congrès comme « mise en scène de l'opposition et de l'unité », on renverra aux recherches d'Yves Poirmeur. Cf. : « Les tendances dans les partis et les syndicats », dans CURAPP, *L'Institution*, Paris, PUF, 1981, p. 260-261 ; *Contribution à l'étude du phénomène des tendances dans les partis et les syndicats : le cas français*, thèse de science politique, Amiens, 1987.

³ Voir en particulier : Geay B. (dir.), *La Protestation étudiante*, Paris, Raisons d'agir, 2009 ; Michon, S., « La lutte dans la lutte. L'espace de la mobilisation étudiante contre le contrat première embauche (CPE) ». *Sociétés contemporaines*, 2011, 83 (3).

⁴ En février 2009 débute un mouvement de grève des enseignants pour le retrait du décret réformant

l'aboutissement d'une génération militante expérimentée, formée dans ces luttes, solide idéologiquement et particulièrement active⁵. Par ailleurs, nombre de syndiqués et étudiants ont en mémoire ce qu'ils considèrent comme une trahison majeure de l'UNEF sur la LRU : en plein blocage des universités, le syndicat appelle à la fin du mouvement, insistant sur les garanties obtenues par le gouvernement⁶.

Deux tendances dominent l'UNEF lors de ce congrès : la TUUD, Tendance pour une Unef Unitaire et Démocratique, à dominance communiste mais aussi trotskiste, qui aurait été majoritaire dans les faits, et la TMN, Tendance Majorité Nationale, à la direction du syndicat, largement satellisée par l'aile gauche du PS⁷. Jusqu'en 2007, la plupart des militants qui vont fonder la TUUD sont à la direction de l'AGE de Lille (Assemblée Générale Étudiante, section syndicale de l'UNEF), car membres de la TTS (Tendance Transformation Sociale – dans une « Majorité de Travail » avec la TMN) puis de la sensibilité Syndicalisme Pour l'Égalité (SPE), membre de la TMN. Outre l'histoire syndicale spécifique au contexte lillois, les communistes – à travers

ou en dehors du syndicat – ont été en partie à la tête des mouvements de grèves qui ont animé les universités lilloises durant cette période. Leur influence est particulièrement forte. Pendant des années, l'Union des Étudiants Communistes (UEC), section universitaire de la Jeunesse Communiste, avait à Lille III son plus gros cercle de France. La TUUD était ainsi très forte à Lille, avec des conséquences directes sur la tension manifestée entre les fractions militantes⁸.

Si la tendance « peut avoir un rôle modérateur, amortir les conflits » au sein du syndicat, nous verrons qu'elle « peut aussi avoir un rôle perturbateur et négatif en introduisant violemment des thèmes idéologiques inacceptables pour le reste du (...) syndicat, en canalisant les énergies militantes à son seul profit, en utilisant des appuis extérieurs pour se renforcer au détriment de l'institution »⁹. Le congrès lillois de 2009 a marqué de manière durable une génération de militants, quelles que soient leurs sensibilités, influençant leurs trajectoires et organisations. Nous étudierons d'abord le système des tendances comme une construction sociale reflétant des divergences politiques, avant de nous intéresser à la violence des confrontations entre tendances au regard du congrès de 2009.. Notre travail est fondé sur une analyse de diverses données écrites de l'époque considéré (archives personnelles), croisées avec des notes d'observation participante et divers entretiens réalisés par l'un d'entre nous¹⁰

le statut des enseignants-chercheurs et le rétablissement des postes supprimés dans l'enseignement supérieur. Les étudiants se joignent au mouvement et protestent contre les suppressions de postes et la formation des enseignants des écoles. Le mouvement sera surnommé « LRU 2 ».

⁵ Voir Dixon K., « Lutttes universitaires », *Savoir/Agir*, vol. 4, no. 2, 2008.

⁶ Cf. notamment : interview de F. Delalleau, secrétaire de l'UEC Nord, « La direction de l'UNEF est en train de se couper de sa base », *Liberté* 62, n° 785, 30 novembre 2007, <http://liberte62.over-blog.com/article-14318424.html>

⁷ Voir notamment : « Putsch à l'UNEF : les coulisses de la passation de pouvoir », 5 janvier, 2014, <http://www.lesinrocks.com/2014/01/05/actualite/putsch-lunef-les-coulisses-passation-pouvoir-11457232/> ; Pour une étude de ces liens sur la période antérieure, nous renverrons à : Argibay C., « Un parti en quête de relais. L'établissement des liens entre le Parti socialiste et les organisations étudiantes (1969-1986) », *Genèses*, vol. 97, no. 4, 2014.

Tendances et Sensibilités de l'UNEF

TRS : Tendance Refondation Syndicale, aile droite de l'UNEF. Fondée en 2003, elle

⁸ Pour une histoire plus ancienne du syndicalisme étudiant dans le contexte lillois, voir : Condette J.-F., « Folklore, solidarité et revendications étudiantes : l'Union lilloise des étudiants de l'État de 1881 à 1940 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2/2007 (N° 86), p. 34-47.

⁹ Poirmeur Y., « Les tendances dans les partis et les syndicats », *op. cit.*, p. 232-233.

¹⁰ Ancien militant communiste, Pacôme Holles-telle fut responsable d'une tendance d'opposition au sein de l'UNEF.

disparaît en 2015 pour former la TASER. Sont réunis en son sein des membres du PRG, et les « Cambas » et « Moscos », courants du PS.

TMN : Tendence Majorité Nationale, dirige l'UNEF depuis la réunification. Issue du groupe majoritaire à l'UNEF-ID depuis 1994. Proche de l'aile gauche du PS.

TUUD : Tendence pour une UNEF Unitaire et Démocratique, fondée en 2007 suite à la fusion entre la TTE et la SUIS. Elle représente l'aile gauche de l'UNEF jusqu'en 2013, proche du Front de Gauche et du NPA. La tendance éclate en 2013 au profit de deux tendances : la TMAS (Tendance pour une Majorité d'Action Syndicale) et la TSC (Tendance pour une Syndicalisme Combatif), auxquelles succéderont en 2015 la Tendence Unité et action syndicale (TUAS) et la Tendence Action collectives et luttes étudiantes (TACLE).

TUAS : Existe de fait depuis 2007 mais est créée officiellement en 2009, par des membres issus de la TUUD puis de la TMAS. D'abord sensibilité, elle devient tendance en 2015.

TTE : Tendence Tous Ensemble, ancienne aile gauche de l'UNEF jusqu'en 2007, où elle disparaît au profit de la TUUD. Elle est fruit de la fusion des courants trotskistes des deux UNEF.

SUIS : Sensibilité pour une UNEF Indépendante et Syndicale, fondée en 2006 par des anciens de la TMN (Sensibilité SPE), essentiellement de Lille et Grenoble. La sensibilité est proche des communistes et des socialistes « en rupture ». Elle rentre dans la TUUD pour s'y fondre en 2007. N'ayant pas d'activité syndicale en propre, elle disparaît en 2009 au profit de la SUA.

SUA : Sensibilité Unité et Action (ou U&A), sensibilité issue de la SUIS, et constituée cette fois-ci de manière affirmée. Fondée en 2009, elle est l'une des composantes de la TUUD.

TTS : Tendence Transformation Sociale, tendance historique des rocardiens. Elle a un positionnement plus syndical que la TMN et plus local. Avant 2007, la majorité des communistes à l'UNEF sont dans cette tendance. Elle fusionne avec la TMN en 2005

et donne naissance à une sensibilité en son sein, la SPE.

SPE : Sensibilité Pour l'Égalité, issue de la TTS, elle garde la même filiation syndicale et rocardienne. Membre de la TMN en tant que sensibilité dès 2005, elle disparaît en 2011 de l'UNEF, balayée par la « Majo » de la TMN (ceux qui ne sont pas membres de la sensibilité).

Les tendances à l'UNEF : reflets de divergences politiques

Les tendances au sein de l'UNEF sont en partie façonnées par des engagements politiques antérieurs à l'engagement syndical. L'analyse de la dialectique entre engagements politique et syndical dans le milieu étudiant nous conduira à aborder les questions de l'émergence d'un modèle de militant lié à une vision politique et de la socialisation politique qui s'opère au sein des tendances du syndicat.

La genèse des tendances

Fondée en 1907 à Lille, l'UNEF est la plus vieille organisation étudiante en France¹¹. Initialement corporatiste, elle se contente longtemps de missions exclusivement universitaires. Mais dès l'après-guerre et la publication de la Charte de Grenoble, l'UNEF commence sa mue syndicale¹². Cette Charte définit de fait l'étudiant comme « un jeune travailleur intellectuel », ce qui induit la revendication de nouveaux droits. Le développement du CROUS et d'une mutuelle spécifique aux étudiants sont pensés dans ce

¹¹ Sur la laborieuse genèse de l'UNEF, on renverra au numéro spécial de *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2007/2, n° 86, « 1907 : une union étudiante est née ».

¹² Pour les développements qui suivent, nous nous appuyons notamment sur : Morder R. (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Paris, Syllepse, 2006 ; Legois J.-P., Monchablon A., Morder R. (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007. Voir aussi : Dubois X., *L'AGEL-UNEF et la scission de 1971 à l'heure du choix entre syndicat étudiant et mouvement politique*, mémoire de Master 1 d'Histoire, Lille 3, 2008.

sens. C'est surtout au moment de la guerre d'Algérie que l'UNEF va se transformer. En effet, dans sa tradition corporatiste, le syndicat ne veut pas prendre position pour ne pas diviser le monde étudiant. Dès lors, au sein de l'UNEF se monte une « mino », plus offensive, qui souhaite que l'UNEF prenne position contre la guerre. Cette « gauche syndicale » devient majoritaire en 1956. À partir de 1960, l'UNEF organise des manifestations contre la guerre d'Algérie et l'OAS. À Lille, ce sont les communistes et la JEC (Jeunesse Étudiante Chrétienne) qui sont à la direction de la structure locale, l'AGE. Il s'agit de la période où le syndicat est le plus fort. Plus d'un étudiant sur deux est membre de l'UNEF, qui compte plus de 100 000 adhérents. Cette puissance peut s'expliquer par l'adhésion à la structure UNEF des associations de filières, mais aussi par les services fournis par le syndicat, tels que l'accès au restaurant universitaire, ou encore à des reprographes et coops étudiantes.

Au milieu des années 1960, le syndicat connaît une crise liée tant à des divergences internes qu'à des attaques du pouvoir. Une politisation de plus en plus importante de l'UNEF s'opère avec l'arrivée massive des groupes « gauchistes » dans les années 60, puis dans le sillage de mai 68. D'importants déchirements internes lui feront alors perdre de nombreux étudiants. Au niveau national comme local, l'après 68 est très agité – dans une moindre mesure toutefois à Lille, étant donnée la puissance du mouvement ouvrier local. C'est à ce moment-là que le découpage en tendances de l'UNEF s'opère véritablement. En 1967, les étudiants du PSU sont majoritaires. Au congrès de Marseille de 1968, un document est imprimé à Lille, dans la coop locale de l'AGEL, intitulé « pour la défense de nos intérêts, pour une université démocratique, pour le renouveau de l'UNEF ». La tendance syndicale « UNEF-Renouveau » naît alors, en opposition à ce qui est perçu comme des dérives « gauchistes » du syndicat qui rendent l'UNEF « minoritaire » dans le monde étudiant. En 1970, l'UNEF tient son 58e congrès : l'organisation compte 30 000 adhérents, sur 600 000 étudiants. Elle est alors fractionnée en quatre tendances : les

étudiants du PSU, qui dirigent alors l'organisation (avec l'appui des trotskistes et des maoïstes) ; les trotskistes lambertistes de l'AJS (Tendance Unité Syndicale) ; les maoïstes ; et l'UNEF Renouveau, proche des communistes, qui dénonce la politisation à outrance du syndicat pour prôner plutôt l'édification d'un « syndicat de masse »¹³. Cette tendance est majoritaire à Lille, malgré les fortes tensions locales avec l'AJS (OCI).

La polarisation et l'opposition très forte entre la tendance Unité Syndicale et la tendance Renouveau amène à la scission de 1971, favorisée aussi par le retrait des étudiants du PSU. Plusieurs bases de désaccords sont manifestes : la question de la participation aux élections étudiantes (Renouveau est pour, US est contre), la question des services proposés par le syndicat aux étudiants (Renouveau est pour, US est contre), la question de l'UNEF en tant qu'organisation politique de jeunesse (Renouveau est contre, US est pour, en maintenant tout de même une activité syndicale). La scission débouche sur deux UNEF : d'une part, l'UNEF (ex-Renouveau) dirigée par les communistes, organisation sans tendances qui fonctionne sur le principe du centralisme démocratique ; d'autre part, l'UNEF-US (Unité Syndicale), structurée en tendances, dirigée par les lambertistes de l'OCI (AJS), qui donnera naissance à l'UNEF-ID en 1981.

Il faudra donc attendre 2001 pour voir le retour d'une seule UNEF. La base des statuts de l'UNEF réunifiée se fonde alors sur ceux de l'UNEF-ID, le système en tendances est maintenu. Quatre tendances coexistent alors : la Tendance Syndicale, puis TRS en 2003 (après la scission pour créer la Cé), aile réformiste, proche de la CFDT ; la Tendance Transformation Sociale (membre de la direction au titre de « Majorité de Travail » dès 2005, va fusionner avec la TMN en 2007 et devenir la Sensibilité Pour l'Égalité), rocardienne (Nouvelle Gauche) ; la Tendance Majorité Nationale (en direction dès la réunification, en « Majorité de Travail » avec la TTS, et fusionne avec cette dernière en 2005),

¹³ Voir le reportage du 10 avril 1970 : <http://www.ina.fr/video/CAF86015583>

« néo-lambertiste » (Alternative Socialiste) ; et la Tendance Tous Ensemble, trotskiste, aile gauche de l'UNEF. À noter que la majorité des AGE de l'UNEF (ex-Renouveau, dites SE) refusent de fusionner. L'UNEF-SE ne créera pas sa propre tendance, bien que la majorité des communistes aille s'engager jusqu'en 2007 à la TTS, puis à la SPE, qui est plus ouverte que la TMN. Par ailleurs, Lille est une AGE de la TTS, ce qui permet qu'avant 2007 celle-ci soit en partie gérée par des communistes. Au congrès de 2007 a lieu une reconfiguration avec le départ de militants membres de la TMN qui fondent la SUIS et créent avec d'autres la TUUD : la Tendance Refondation Syndicale fait 6,8 % (réformiste) ; la Tendance Majorité Nationale (et ses deux sensibilités : la SPE et DEMOS) fait 80,15 % (gauche socialiste) ; la Tendance pour une UNEF Unitaire et Démocratique obtient 13,05 % (socialistes en rupture, communistes, LCR). Mais, à Lille, cette dernière rassemble 43 % des suffrages exprimés.

Quand l'engagement politique oriente l'engagement syndical

Structurelle, la politisation de l'UNEF est assumée par ses textes d'orientation. On a affaire à une organisation politique de jeunesse qui ne se cantonne pas aux seuls enjeux universitaires. Dans une enquête menée lors d'un Collectif National de l'UNEF (parlement du syndicat) en 2013, 29 % des interrogés déclarent avoir connu un engagement politique avant leur engagement syndical. Cette part augmente fortement chez les cadres nationaux, atteignant 66 %. Cette politisation du syndicat est confirmée par le fait que 91 % des cadres nationaux se sentaient déjà proches d'une organisation politique avant leur adhésion, et 65 % pour l'ensemble des personnes interrogées¹⁴.

¹⁴ Chirossel P., *Les militants de l'UNEF : Trajectoires militantes et opportunités de carrières politiques*. Mémoire de Master 1 en science politique, Lyon 2, 2013. Les travaux de Lucie Bargel et de Karel Yon vont aussi dans ce sens, en mettant en évidence la relation entre syndicalisme et engagement politique. Cf. « Entre AJS, UNEF et MJS. La

Emmanuel Zemmour, qui préside le syndicat depuis 2001 rappelle lors de son discours d'adieu en 2014 que seule l'UNEF « permet à un militant socialiste de côtoyer un militant trotskiste »¹⁵. De l'ambition à rassembler l'ensemble de la diversité étudiante et de la jeunesse de gauche, découle un syndicat politiquement clivé. Le système des tendances, qui pousse donc à des regroupements autour d'affinités politiques et syndicales, permet de rassembler toutes les familles de la gauche, évitant l'éparpillement. Il s'agit du souhait affiché depuis la réunification de l'UNEF (direction communiste) et de l'UNEF-ID (direction socialiste, courant lambertiste). Si l'affirmation selon laquelle une tendance équivaut à une organisation politique est erronée, dès lors que chaque organisation dispose de sa direction et de ses propres cadres de discussion et de décision et qu'un membre d'une tendance n'est pas forcément déterminé et organisé politiquement, il n'en reste pas moins que, de manière théorique et à l'échelle des directions de tendances, elle demeure très présente.

Ainsi, en 2009, l'année du congrès autour duquel se centre ici l'enquête, l'UNEF comporte trois tendances au niveau national, toutes politiquement déterminées¹⁶. L'aile droite de l'UNEF est représentée par la Tendance Refondation Syndicale, TRS, rattachée aux socialistes « modérés », les « Cambas » et « Moscos », Strauss-Khaniens dans la lignée de Jean-Christophe Camba-délis et Pierre Moscovici, ainsi qu'au Parti Radical de Gauche (PRG). Au centre, la Tendance Majorité Nationale, la TMN, est liée à l'aile gauche du PS, comprenant le courant Alternative Socialiste, historiquement lambertiste – ceux qu'on appelle les « majos, majos » dans le syndicat – et le courant

socialisation militante à travers les réseaux politico-syndicaux. Carrières militantes et trajectoires professionnelles : l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique », TRIANGLE, 2006, Lyon, halshs00870069.

¹⁵ Cf. notes d'observation.

¹⁶ Voir p. ex. : *Étudiants de France*, numéro spécial congrès, 2009.

Nouvelle Gauche, « rocardien »¹⁷, rassemblé au sein de la Sensibilité Pour l'Égalité (SPE). Enfin, la TUUD rassemble la gauche du PS (PCF et NPA essentiellement) – les communistes se retrouvant surtout dans la Sensibilité Unité et Action (SUA ou U&A), positionnement que l'on retrouve à Lille. Ce découpage des affinités partisans en fonction des tendances, se retrouve bien dans l'enquête de 2013 déjà évoquée : à la TRS, 83 % des interrogés se sentent proches du PS (17 % NSPP, probablement dû à l'absence du PRG dans le questionnaire) ; à la TMN, 71 % du PS ; à la TMS (ex-TUUD), 84 % du Front de Gauche (dont 52 % du PCF) ; et à la TSC (ex-TUUD), 100 % se sentent proches du NPA¹⁸.

Le lien entre engagement politique et choix d'une tendance est particulièrement clair pour nos enquêtés : Nicolas, Antoine, Thibaud comme David, militants avec qui nous avons mené de longs entretiens, avaient tous déjà un engagement politique avant d'adhérer à l'UNEF.

Principaux enquêtés¹⁹

Antoine (entretien du 8 juin 2016) : Antoine adhère à l'UNEF Lille durant le congrès de 2009 (sa première année au syndicat). Membre de la TMN et membre du PCF, il fut Vice-Président de l'UNEF Lille. Il est exclu de l'UEC Lille en 2009, suite à son ralliement à la TMN. Son frère, membre du PS, était membre du BN dès 2009.

Nicolas (entretien du 9 février 2016) : Nicolas adhère en 2005. Membre fondateur de la TUUD et de la SUIS, membre de la JC, ancien responsable de CAS de l'UNEF à Lille 3, également VPE de 2008 à 2010, il était co-

responsable de la tendance durant le congrès de 2009.

David (entretien du 2 janvier 2016) : David, responsable à l'UEC durant le congrès, il était adhérent à l'UNEF Lille dès son arrivée à Lille en 2007. Membre de la TUUD et la SUIS, il mènera l'UEC dans la « bataille » du congrès.

Thibaud (entretien du 17 juin 2016) : Thibaud, militant UNEF Lille depuis 2006 (adhère aux JCR en 2005), est membre des JCR (puis du NPA). Membre fondateur de la TUUD, il en était l'un des animateurs. Il a une longue longévité militante à l'Université, ne quittant Lille 3 qu'en 2014-2015.

NB : Les noms d'Anna, Marc et Samuel reviennent dans les entretiens. L'une était présidente d'AGE peu de temps avant le congrès, l'autre son second et enfin Samuel fut responsable de l'AGE jusqu'en 2009. Eric, également cité à plusieurs reprises, était VPE de Lille III de 2007 à 2009, avant qu'Antoine lui succède. C'est grâce à ce statut que la TUUD bénéficiait d'un bureau. Enfin Léo, qui est également évoqué à quelques reprises, fait partie des « socialistes en rupture » de la TUUD. Passé par le PS, il rejoint le PG de Mélenchon à sa création. Il milite à la TUUD de 2008 à 2010.

Nicolas raconte comment il adhère à l'UNEF en 2006, dès son adhésion à l'UEC, car il était important pour les communistes de maintenir leur influence dans l'AGE locale

« L'UEC était en train de se recréer, Renaud [responsable de l'UEC à cette époque, qui a encarté Nicolas à l'occasion d'une manifestation], pour lui, c'était important d'être investi syndicalement, et donc, on faisait partie et de l'UEC et de l'UNEF. Je suis devenu responsable UNEF car ça posait problème à l'époque à la Majorité Nationale qui était, théoriquement, la tendance dominante. Y'avait pas d'autre tendance à Lille. On était à la majorité nationale et ça commençait à leur poser des problèmes que Renaud, moi et à l'époque Yvon militions avec nos doubles étiquettes sur la fac. Octobre, novembre... j'ai commencé à militer plutôt activement. On tenait des tables tous les jours quasiment, soit UEC soit

¹⁷ La Nouvelle Gauche est créée en 1993 par Benoît Hamon et Jean-Patrick Gille lorsque le MJS devient autonome du PS. Ses partisans sont longtemps étiquetés « Rocardiens ».

¹⁸ Chirossel P., *op. cit.*

¹⁹ L'ensemble des noms cités sont anonymisés, à l'exception de ceux d'individus ayant eu des responsabilités nationales, comme par exemple Jérémie Giono.

UNEF. On passait souvent au local de l'UNEF qui était au même endroit qu'aujourd'hui et ça commençait à les faire chier... Donc on a décidé que Renaud ferait que de l'UEC et moi que de l'UNEF, avec une équipe coco un peu, avec un drapeau coco sorti. J'étais le militant communiste officiel dans l'UNEF. Y'avait d'autres communistes, mais eux étaient officieux. [...] À l'époque, les rapports de force intérieurs à la Majo étaient tels qu'il ne fallait pas mettre son étiquette en avant. J'étais seul à pouvoir le faire ; j'étais intégré comme tel et j'ai été intégré au bureau d'AGE assez vite. »

La distinction par tendances n'existait alors pas localement, les communistes étant dans la TTS, et la TTE n'ayant pas de structuration en tendance²⁰. Nicolas ajoute à ce propos :

« Quand j'ai adhéré, j'étais à la TTS qui a fusionné avec la Majo fin 2005. Je suis devenu Majo à ce moment-là, mais sans identification. J'étais militant communiste dans l'UNEF et la majorité était militante TTS dans cette AGE ; y'avait beaucoup de communistes, un peu cachés finalement : ils ne pouvaient pas faire ce qu'ils voulaient, les mecs, vu que, théoriquement, c'étaient les socialos qui tenaient le truc. »

Quand, il n'y a pas de tendances localement, l'implication dans l'UNEF se pose différemment. L'absence de tendances semble donner la primauté au syndicat, comme le conclut Nicolas : « J'ai pas adhéré à une tendance, mais à un syndicat ! » En 2009, la situation a changé : l'UNEF se trouve traversée par des courants politiques bien délimités et son fonctionnement est très centralisé, avec un Bureau National²¹ fort, qui renforce le cloisonnement des tendances autour des courants politiques. L'enjeu est pour elles de contrôler l'appareil syndical. Lorsqu'il évoque son rôle de passeur à la tendance en tant que responsable UEC, David confirme l'objectif de conquérir l'UNEF localement :

²⁰ Thibaud, membre de la TTE, confirme en entretien que la tendance n'était pas structurée.

²¹ Le Bureau National (BN) désigne la direction du syndicat, composée d'environ 30 militants répartis par quotas de tendances sur les bases des résultats du congrès national. Il élit les statutaires et le président de l'UNEF.

« En 2008, on sait que notre objectif est de reprendre l'UNEF. Notre ligne stratégique, c'est qu'un maximum d'adhérents de l'UEC adhère à l'UNEF. On est après les mouvements, on a 70-80 adhérents, plus les contacts qu'on a des autres gens, parce qu'on rayonne en tant qu'étudiants communistes... Et donc, à ce moment-là, on fait des cartes [...]. Mon rôle était celui de courroie de transmission. »

L'enjeu est de diriger l'appareil afin de pouvoir gagner de l'influence en ayant une construction syndicale efficace. Au sein de la TMN, il y avait par exemple, durant la période observée, un référent officieux UMA²² au sein du Bureau National. Plus tard, en 2013, un micro-scandale éclate avec la sortie d'un tableau interne à destination du BN : le premier indicateur de ce tableau informatif sur les présidents d'AGE était leur organisation politique²³.

La tendance comme espace de construction d'un modèle-type militant

« Les syndicalistes étudiants font partie de ceux pour qui la socialisation militante est particulièrement prégnante », constate Sébastien Michon : « Pour les militants les plus actifs, et ce quel que soit le type d'organisation, la communauté d'expériences favorise les attaches, les fidélités, les amitiés, les relations amoureuses, et la poursuite de l'activisme.²⁴ » Cette socialisation est particulièrement intense au sein des tendances, qui peuvent être analysées comme des espaces sociaux de socialisation secondaire, articulés autour de lieux conviviaux. La sociabilité qui

²² Un Monde d'Avance, courant de la gauche du PS, fondé en 2008 par Benoît Hamon et Henri Emmanuelli.

²³ Cf. notes d'observation de Pacôme Hollestelle, alors responsable syndical local.

²⁴ Michon S., « Le syndicalisme étudiant : antichambre de la profession politique ? », http://www.academia.edu/4679106/Le_syndicalisme_%C3%A9tudiant_antichambre_de_la_profession_politique, p. 3, 8 ; on se référera plus largement à : Michon S., *Études et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique*, thèse de sociologie sous la direction de Ch. de Montlibert, Université Strasbourg 2, 2006.

s'y joue entre militants agit comme rétribution symbolique incitant à poursuivre son engagement et à s'investir de plus en plus. Yves Poirmeur a ainsi mis en évidence l'importance de la culture commune aux membres d'une tendance, « faite d'anecdotes, de médisances sur les chefs des courants adverses » :

« [Les] oppositions, [les] drames vécus en commun créent des solidarités et des souvenirs sur la base desquels se constitue une véritable identité de Tendance. D'où la grande importance des repas pris entre militants, des réunions au café après les débats politiques, moment où chaque membre de la Tendance a l'impression d'être dans le secret des dieux. L'identité de Tendance est forgée contre les adversaires dans le parti. D'où l'idée que les Tendances se posent en s'opposant. »²⁵

« [Les militants] étaient tous potes ! », constate David. Thibaud, membre des Jeunesses Communistes Révolutionnaires²⁶ en 2009, rappelle qu'« avec la TUUD, on faisait des soirées ensemble ». A Lille III, le bureau de la Vice-Présidence Étudiante, apparaît comme un lieu fort de sociabilité, qui sert de repère pour les militants de la TUUD. « Les camarades avaient une vraie présence. Cette sociabilité se faisait autour du bureau de la Vice-Présidence Étudiante (...). Les communistes et les syndicalistes cohabitaient dans le même lieu », affirme ainsi David. Nicolas confirme : « La base de travail militant, c'était le bureau de la VPE, Eric²⁷, qui n'était pas un militant, mais qui était toujours là, pour donner des conseils, donner un coup de main, etc. » Ce local où se retrouver contribue à souder la tendance.

Plusieurs recherches ont montré comment, de son côté, la TMN est façonnée par des processus de fabrication de modèles militants autour de normes et valeurs partagés

au fil du temps. La construction d'un modèle-type du militant, qui fonde la doctrine militante de la TMN, est balisée d'enjeux politiques²⁸. Les évolutions du syndicalisme en tendance, porté historiquement par les syndicats d'obédience trotskiste, tels que l'UNEF-US, puis ID, sont liées aux évolutions politiques. La TMN voit ses origines dans le mouvement lambertiste des années 1960, avec la reconfiguration militante post-1968 et la percée des groupes gauchistes. L'un de ces groupes est l'AJS (Alliance des Jeunes pour le Socialisme), directement inféodée à l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste). Suite à la scission de l'UNEF en 1971, l'AJS prend le contrôle de l'UNEF-US (en opposition à l'UNEF ex-Renouveau). Une politisation très poussée s'en suit, au point que le syndicat était appelé dans le milieu « L'UNEF-AJS ». La concentration des forces de l'AJS dans l'UNEF-US conduit à la disparition de la première au profit de la seconde : l'outil politique unique devient le syndicat. Ce basculement est plus marqué encore dans les années 1980, avec l'institutionnalisation et la fondation de l'UNEF-ID (sur les bases de l'UNEF-US), qui a vocation à rassembler plus largement et à se présenter aux élections étudiantes. Une sociabilité proprement syndicale émerge progressivement. En 1986, le groupe dirigeant de l'UNEF-ID, emmené par J.-C. Cambadélis, quitte le PCI pour rejoindre le PS. Dans les années 1990, ce groupe politico-syndical connaît une désorientation idéologique qui provoque une reprise en main de l'UNEF-ID en 1994 par un groupe se réclamant lui-même du lambertisme historique. Cela est rendu possible par des dispositions militantes différentes, ce groupe étant formé durant le mouvement Devaquet, par une génération plus vieille, ayant connu « l'âge d'or » du lambertisme. Des manœuvres bureaucratiques redessinent le paysage de l'aile gauche du PS, et par ricochet de l'UNEF-ID, puis de l'UNEF réunifiée : les rocardiens reprennent

²⁵ Poirmeur Y., « Les tendances dans les partis et les syndicats », *op. cit.*, Cette culture commune, construite via une sociabilité partagée, a aussi pour effet de rendre le départ de l'organisation plus coûteux.

²⁶ Branche « jeune » de la LCR, la JCR disparaît en 2009 pour se fondre dans le NPA.

²⁷ VPE entre 2006 et 2008, membre de la TUUD.

²⁸ Comme le montrent aussi les analyses de Karel Yon. Voir notamment : Yon K., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, vol. 18, 70, 2005, p. 137-167.

la main sur le MJS ; en échange, ces derniers soutiendront les « néo-lambertistes » – en rupture avec les Cambadélistes – dans leur reprise de l'UNEF-ID en 1994. Dès lors, à la gauche du PS, deux blocs s'opposent, tout en travaillant ensemble : d'un côté, la Nouvelle Gauche possède la présidence de UNL comme du MJS et maintient une présence dans l'UNEF-ID (à travers une tendance puis un courant interne, en détenant le poste de Vice-Président), tout en adoptant une posture de « partenaires critiques » vis-à-vis du PS au gouvernement ; de l'autre, la Gauche Socialiste (qui deviendra Alternative Socialiste) tient la présidence de UNEF-ID (puis UNEF), celle de la FIDL et maintient une présence dans le MJS (à travers une tendance puis courant interne, en ayant le poste de Secrétaire Général), tout en adoptant une posture plus critique vis-à-vis du PS au gouvernement. Ces deux courants s'unissent à partir de 2005, mais les sensibilités perdurent, tout comme les modèles militants qui leur sont liés.

L'histoire du groupe syndical est ainsi liée à des dynamiques politiques. Le modèle-type militant à l'UNEF est le fruit de plusieurs combinaisons, pour reprendre l'analyse de Karel Yon : « La vie en bande » (développement des colocations, confusion entre les sphères militantes, amicales et sentimentales) ; la valorisation du modèle militant « bolchevik » (dévouement total à l'organisation, valorisation de l'esprit d'appareil qui doit passer par les succès électoraux, la rigueur et l'organisation à travers les méthodes « objectifs-résultats » historiques du PCI) ; et l'« Ethos militant » ouvrieriste – trait historique du lambertisme, caractérisé par l'idéaltype du révolutionnaire professionnel et le virilisme²⁹. « Le bureau national est très masculin et surtout très viril. Tous les attributs de l'homme sont en effet valorisés : la force physique, le succès auprès des filles, la détermination, l'utilisation systématique de termes vulgaires, marqueurs d'une masculinité triomphante », précise Karel Yon³⁰. Au-delà

d'un simple « virilisme »³¹, il est clair depuis les révélations et témoignages publiés en 2017 et 2018³², que l'UNEF est une organisation où le sexisme et le machisme ont toujours eu libre cours et où les militantes ont souvent eu à subir des violences sexuelles et sexistes. La prégnance du virilisme explique sans doute que les nombreux cas d'harcèlement, d'agressions sexuelles et de viols de la part de dirigeants de l'UNEF intervenus de 2006 à 2015 ont longtemps été tus.

Même si pour Karel Yon, la fusion précédemment évoquée des deux blocs à la gauche du PS a des conséquences sur une réévaluation des pratiques militantes, les traits caractéristiques du lambertisme qu'il identifie peuvent être rapprochés des pratiques militantes de l'époque observée ici. En ce qui concerne la « vie en bande », on retrouve à Lille des similitudes qui expliquent la résistance des militants de la TMN, malgré la violence des échanges entre tendances et le fait que le groupe dirigeant soit minoritaire. Pour David :

« [La TMN], c'est une secte, Anna sortait avec Samuel [...]. C'est comme ça qu'elle est devenue présidente d'AGE. [...] Quand t'as des responsabilités, tu reçois des appels tous les jours, tu dois rendre des comptes tous les jours sur ce que tu fais comme activités, etc. T'as un suivi très fort du national au local. Ils sont tous au Parti Socialiste, etc. [...]. Tout ce qui définit une secte s'y retrouve : sur la culture de l'entre soi, le culte du secret, le fait de tout légitimer ou rien légitimer... »

ID Production et reproduction d'une « élite militante », *Cahiers du GERME*, n°4, mars 2003.

³¹ Sur la prégnance du virilisme et la valorisation relative des rôles assignés aux hommes au sein des mouvements de jeunes, le MJS en particulier, voir : Bargel L., « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant·e·s », *Nouvelles Questions Féministes*, 3/2005 (Vol. 24), p. 36-49.

³² [Abel Mestre](#) et [Sylvia Zappi](#), « Enquête sur un système de violences sexistes au sein du syndicat étudiant UNEF » et « A l'UNEF, un machisme qui remonte aux années 1980 », *Le Monde*, 28 novembre 2017 ; [Laure Bretton](#) et [Ismaël Halissat](#), « Abus sexuels : les témoignages qui accablent l'Unef », *Libération*, 19 février 2018.

²⁹ Yon K., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant », *op. cit.*

³⁰ Yon K., « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-

On a bien sûr affaire ici à un jugement de valeur subjectif, issu d'un militant de la tendance adverse, la TUUD. Mais on n'en retrouve pas moins dans ses critiques des similarités avec les caractéristiques de la « vie en bande », comme l'ambivalence entre relations privées et responsabilités syndicales, ou l'entre soi. On retrouve aussi dans les témoignages des militants de 2009 des éléments susceptibles d'être rapprochés de l'idée de « révolutionnaires professionnels ». Antoine, militant à la TMN, parle d'une direction qui « militait tout le temps ». La caractéristique de ce qu'on appelle à l'UNEF le « moine-soldat » est surtout incarnée alors par le Bureau National. L'investissement de ce dernier dans le congrès de 2009 est saillant. Nicolas évoque ainsi « 4 ou 5 gars [du BN] qui débarquaient tous les jours pour faire des cartes ». Antoine se rappelle quant à lui que c'est le BN qui le rappelait pour les tâches militantes et les réunions.

La Sensibilité U&A (TUUD) explique dans son Bulletin de mars 2009 que, pour renouer avec le « syndicalisme de proximité », il faut au contraire « se doter d'une équipe militante adaptée à son milieu [...]. Il faut donc commencer par être étudiant, être sur son lieu d'étude »³³. Si la SUA dénonce le phénomène qui amène les membres de l'UNEF à être moins des étudiants que des militants professionnels, dédiant tout leur temps au syndicalisme, et si ces caractéristiques sont historiquement celles adoptées par les lambertistes, reste que l'on peut trouver le même type de valorisation et de pratique dans d'autres tendances que la TMN, comme à la TUUD, mais aussi plus largement chez les communistes. « L'année du congrès je l'ai consacrée au congrès, j'étais inscrit au Capes que j'ai même pas passé [...]. J'ai sacrifié une année de vie pour ça », explique ainsi Nicolas. Le même schéma se retrouve chez les militants de la JC, dont lui-même est issu, et qui sont pourtant critiques envers les « moines-soldats », dont l'attitude de dévouement au syndicat est vue comme une caractéristique trotskiste. Ainsi, Caroline Godard comme Florent Lepilliez, dans leurs

études sur la Jeunesse Communiste du Nord et de Lille, montrent, pour l'une, que dans la JC « un bon militant est un militant actif », pour l'autre, que les trois types de ressources déterminantes de l'organisation sont l'importance de la théorie, l'ouvriérisme et l'implication dans le « militantisme »³⁴.

Se former à la politique au sein d'une tendance

Dans les années 2007-2009, une très grande partie des adhésions à l'UNEF se fait autour des luttes qui marquent la période, en particulier autour du mouvement contre la LRU, important à Lille, et en particulier à Lille III. La TUUD, qui rassemblait localement deux sensibilités, les JCR et U&A, était très investie dans la protestation, notamment à travers le Ceca (Collectif étudiant contre l'autonomie des universités) dirigé par le BN de la SUIS, Jérémie Giono³⁵. Nicolas relate :

« Alors là, Giono il a géré : il a créé un Collectif National, parasite de l'UNEF, avec des gens qui n'étaient pas qu'à l'UNEF... et on a fait la campagne (...). Ils ont tellement bien joué leur coup qu'ils avaient des articles avec le nom de ce collectif dans les journaux gratuits de l'époque. »

Localement, les tracts du collectif sont signés « des militants UNEF », souligne Thibaud. La TUUD a, dès le début du mouvement, lancé une grande tribune, signée par 200 syndicalistes de toute la France, dont 35 Lillois, pour pousser le syndicat à prendre parti pour la mobilisation et à demander clairement le retrait de la LRU. Pour la

³⁴ Godart C., *Monographie du MJCF Lille, des militants multi-engagés en campagne*, Mémoire de Master 1 en science politique. Lille 2, 2014 p. 43 ; Lepilliez F., « *La jeunesse communiste ça existe encore ?* » *Dynamiques locales d'une organisation au croisement des espaces juvéniles, partisans et mouvementistes*, Mémoire de Master 2 en science politique, Lille 2, 2013 p. 169 ;

³⁵ Les comptes rendus des réunions nationales du Ceca témoignent du fait que la TUUD, l'UEC et les JCR ont une bonne place dans l'organisation concrète du collectif Cf. Archives personnelles de P. Hollestelle.

³³ *Syndicalistes !* Le bulletin d'Unité et Action, n°1, 2009.

TUUD, le mouvement LRU représente une aubaine pour se construire, la mobilisation permettant de politiser le milieu étudiant. Les mouvements sociaux représentent de fait des opportunités de socialisations, car ils permettent une dynamique collective, à travers les relations interpersonnelles et parce que l'événement en soi re-politise le milieu³⁶. Ceci d'autant plus que la mobilisation a lieu après un congrès difficile, en 2007, où Nicolas affirme qu'ils se sont fait « raser ». Il relate ainsi :

« Au départ on était trois : alors y avait moi, Thibaud et Samuel. On est partis à trois, après le rasage y'avait que Samuel avec le gars du BN qui venait l'aider, et il y avait Thibaud, tout seul, et moi, tout seul. Moi, tout seul avec Eric, mais Eric c'était un bureaucrate : un bon institutionnel, mais un mauvais militant. [...] Et là, j'étais obligé de recruter pour la TUUD. C'était un enjeu pour moi et Thibaud, y avait deux lignes contre Samuel, et à l'intérieur de la nouvelle TUUD, moi j'animais une sensibilité et lui, en animait une [...]. Ce mouvement à Lille 3, je l'ai monté avec Thibaud. »

Nicolas souligne alors que c'est grâce à une dynamique de groupe que, les uns après les autres, les militants du mouvement adhèrent à la TUUD, donc à l'UNEF, puis pour beaucoup à la JC. Grâce aux opportunités de socialisation, les tendances et sensibilités ont pu recruter : ce phénomène a été particulièrement important à la TUUD. Ainsi se créent les bases d'un groupe militant fort, majoritaire sur le terrain. Autour du bureau de la VPE se met dès lors en route une dynamique militante en lien étroit avec l'UEC et la JC.

Une grande partie des adhérents effectuant avec l'UNEF leur premier engagement, le passage par le syndicat est pour beaucoup une étape permettant une formation à l'engagement politique, un lieu où se développe l'intérêt pour les questions politiques. Outre l'adhésion à une tendance, l'enjeu est d'ailleurs aussi celui de l'adhésion politique. « Tous les gens qui venaient à la

³⁶ Voir notamment : Ihl O., « Socialisation et événements politiques ». *Revue française de science politique*, vol.52, n°2-3, 2002, p. 138.

TUUD, on les cartait à l'UEC après : ça se faisait très rapidement. (...) Le Bureau est central dans ça », affirme David. Pour Antoine, cette structuration politique est primordiale pour tenir dans l'UNEF ; c'est le bilan qu'il tire de l'échec relatif de la direction de l'UNEF Lille de 2009. Nicolas va plus loin : pour lui, être membre d'une organisation politique suppose d'être plus en phase avec les enjeux du moment, au-delà d'avoir des dispositions militantes plus importantes. L'idée est que l'on est un militant conséquent lorsqu'on est aussi organisé politiquement.

« Les non-cartés forcément, c'est des gens moins politisés, donc forcément, c'est des militants... moins militants [rire]. Y'a pas de secret, la structuration politique, c'est déterminant dans la quantité et qualité d'engagement. »

Jean-Baptiste Prévost, qui préside l'UNEF de 2007 à 2011, affirme « [ne pas penser] qu'on puisse changer la société uniquement par l'action syndicale » : il y a « nécessité de transformer les aspirations exprimées par le mouvement social et les syndicats en une politique pour le pays »³⁷. L'UNEF pousse alors au débouché politique du syndicalisme chez ses cadres. L'enquête déjà évoquée menée en 2013 lors d'un Collectif National va dans ce sens. Sur les 108 militants interrogés, 73%, se disent intéressés « plus qu'avant » par la politique depuis leur engagement syndical. Seulement moins de 10 % ne pensent pas adhérer à une organisation politique à la suite de leur engagement syndical. Enfin, plus l'engagement est long, plus la certitude d'adhérer à une organisation politique est forte : 100 % des interrogés qui en étaient à leur 6^e année d'UNEF étaient sûrs de militer davantage dans une organisation politique par la suite³⁸. Ces prises politiques sont aussi favorisées par la formation des cadres. L'UNEF est régulièrement dépeinte comme une « pouponnière

³⁷ Cité dans Maillard S., « Le syndicalisme comme réponse à la loterie libérale », dans Prévost J.-B. *Qu'est-ce que l'UNEF ?*, Paris, Ed. de l'Archipel, 2010, p. 10.

³⁸ Chirossel P., *op. cit.*

politique»³⁹, une sorte d'école de formation. Le syndicat permet d'engranger un important capital militant, tant sur le plan théorique que pratique⁴⁰. Dans la pratique, militer à l'UNEF, c'est acquérir des dispositions militantes : prendre la parole, écrire des tracts, les maquetter, se confronter aux étudiants, construire un raisonnement, etc. Le turnover, la nécessité de continuellement renouveler les cadres – le séjour à l'Université ne dure que quelques années – mais aussi les rapports conflictuels, favorisent cette formation militante soutenue.

La formation militante est centrale pour appréhender la question des tendances. À l'UNEF on parle de « générations militantes » sur un temps court. A Lille, Antoine qualifie la génération 2007-2009 de « génération de Samuel », ancien responsable d'AGE de la période. Ce dernier a recruté et surtout formé de futurs responsables, qui sont donc dans sa filiation partisane et syndicale. On perçoit ici l'importance du renouvellement, nécessaire au bon déroulement de l'AGE, mais aussi du rôle d'acteurs comme formateurs et donc piliers du syndicat. A la TUUD, c'est Nicolas qui tient ce rôle, mystifié chez ses camarades l'ayant côtoyé durant la période. Cette référence à un individu se fonde sur son rôle en tant que transmetteur d'une histoire, d'une pratique, d'une conception syndicale

La violence des confrontations entre tendances autour du congrès de 2009

Le congrès lillois de 2009 a été le lieu d'importantes violences psychologiques, voire physiques entre individus et entre groupes. Elles résultent des contradictions traversant l'UNEF et son fonctionnement. Ces violences

³⁹ Cf. p. ex. : Floc'h B., « L'UNEF, pouponnière politique », *Le Monde*, 21 mars 2014 ; Pech M. -H. « L'Unef, l'épineuse pouponnière du PS », *Le Figaro*, 1er mars 2016 ; « UNEF : coopte-moi si tu peux », *La Péniche. Le journal des Etudiants de Sciences Po*, 6 février 2015.

⁴⁰ Yon K., « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID », *op. cit.*

laissent des marques sur les étudiants investis alors : certains ont « pété », comme on le désigne dans le milieu militant, d'autres en sortent « écœurés ». L'UNEF restera marquée pendant plusieurs années par ces événements, tout comme les organisations annexes impliquées de près ou de loin dans ce congrès.

Les enjeux du congrès lillois au regard des oppositions entre tendances et sensibilités

Avant 2007, certaines AGE comme celles de Lille ou de Grenoble comptent beaucoup de communistes dans leur équipe de direction. Reprochant notamment à la direction de la TMN un manque d'indépendance vis-à-vis du PS, ainsi qu'un manque de démocratie interne, une partie des militants jusque-là dans la TMN vont entrer en dissidence. Nicolas revient sur l'émergence, dans la Sarthe, du groupe qui créera la SUIS, dont il est un des fondateurs, quand lui et un groupe de militants quittèrent la TMN pour former, avec d'autres, la TUUD :

« C'est ce p'tit réseau là [Lille, Grenoble, Nantes, syndiqués de Angers, Lyon, etc.] qui a eu lieu début 2006, sur des bases "les communistes dans l'UNEF", de "qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qui se passe ?". On fait un peu le bilan, on a pas mal discuté hein, de beaucoup de choses, d'histoire du syndicalisme étudiant, de qu'est-ce qui est arrivé aux communistes, etc. C'est à ce moment-là, dans la Sarthe, que s'est créée cette identité communiste. Et après on a construit... Y'a eu d'autres réunions animées par Jérémy Giono, c'était lui quand même qui était le principal animateur du groupe de ce courant. »

La Sensibilité pour une UNEF Indépendante et Syndicale (SUIS) naît de ces discussions. Elle dépasse le cadre des communistes, car elle rassemble aussi comme l'affirme Nicolas : « des gars du PS plutôt Mélenchon, puis d'autres PS, qui voulaient militer avec nous ! ». Avec la TTE (trotskiste) et les CUUD, la SUIS fondera la TUUD en 2007⁴¹. Avant tout

⁴¹ « A l'occasion du Collectif National de septembre 2006, 40 militants de la TTE, encartés aux Jeunesses Communistes Révolutionnaires (...) sont exclus du syndicat par la Commission de contrôle de l'UNEF. Ils décident alors de se re-

animée par des étudiants de Lille et de Grenoble, la SUIS pensait conserver ces deux AGE après le congrès de 2007. David, alors à Amiens (direction TTE, puis TUUD) raconte cette période :

« On fonde la SUIS, je savais à Amiens que ça se montait en juillet et j'arrivais à Lille en Septembre, quand les camarades communistes ont perdu l'AGE. Les camarades pensaient faire un coup en passant à la mine, en montant la TUUD et en restant à l'UNEF, ils pensaient garder l'AGE. Mais il y a eu un basculement. »

Au-delà de la simple identité politique, la SUIS pose des lignes de clivages au sein de l'UNEF. Le projet social est évoqué par Nicolas comme acte fondateur, et confirmé par Antoine comme point de désaccord entre la TMN et la sensibilité SUIS de la TUUD. Ainsi, si la SUIS considère que l'UNEF voit juste dans son constat de la précarité étudiante, la proposition d'une allocation d'autonomie⁴² pose davantage problème selon Nicolas :

grouper dans les CUUD [Collectifs pour une UNEF Unie et Démocratique] afin de demander leur réintégration, avec l'appui des membres non-exclus de la TTE, et dans un second temps celui des militants "dissidents" de la Tendance Majorité nationale. » Voir : Vila R., « La Tendance pour une UNEF Unitaire et Démocratique (TUUD) : composition militante et ligne syndicale », *L'Émancipation syndicale et pédagogique*, 14 mai 2008, p. 9.

⁴² La mise en place d'une allocation d'autonomie financée par l'impôt, conçue comme devant être universelle et individualisée par la majorité de l'UNEF, est une revendication récurrente du syndicat depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Mais des débats existent entre les tendances sur la définition de cette aide financière, divergences qui s'expliquent notamment par le fait qu'il n'y a pas consensus entre elles sur la définition de l'étudiant. Sur cette question, voir : Le Mazier J., Testi J., Vila R., « Les voies multiples de la représentation en situation de délégation ratée : agir au nom des étudiants », dans Mazeaud A. (dir.), *Pratiques de la représentation politique*, Rennes, PUR, 2014, p. 215-217.

« Ça ne nous allait pas, parce que finalement on ne faisait que déplacer le problème. On a commencé à réfléchir là-dessus, pour se dire qu'on propose aux étudiants d'être solvables, mais derrière, on ne propose aucune solidarité concrète au niveau national pour répondre à des besoins précis : besoin de bouffer, se loger. Mettre l'accent sur les aides indirectes, on a commencé à bosser là-dessus ! (...) Il fallait maximiser les aides indirectes »

David tient des propos similaires autour des aides indirectes :

« On défend une ligne syndicale. L'UNEF fait des campagnes politiques et mērdiques, et nous, on luttait contre cette vision du syndicalisme. On disait qu'il fallait plus s'occuper des intérêts concrets. »

Pour ce qui est des questions universitaires, il y a de profonds désaccords autour de la question de la professionnalisation, qui ne serait pas combattue par la direction du syndicat. C'est un des éléments de fond cruciaux de division qu'évoque Nicolas :

« L'idée de dire que l'Université a son rôle dans le chômage, c'était une idée qui était en vogue, [...] et qui n'était pas combattue par l'UNEF, même soutenue indirectement, y compris dans notre sensibilité SPE [Sensibilité pour l'égalité qui dirigeait l'AGE de Lille, avec les communistes] entre 2006 et 2007 : l'idée qu'il faut qu'on professionnalise à mort. Ils voulaient qu'on mette pleins de stages. Ils laissent planer cette idée-là. (...). Il n'y avait pas de critique du parasitage du service public par les intérêts privés. Nous, on voulait sensibiliser les étudiants sur ces questions-là, et on le faisait déjà dans nos AGE locales. »

C'est aussi autour de divergences sur les questions universitaires que se fonde la TUUD. Pour Thibaud, c'était même l'opposition essentielle : « Notre truc principal à la TUUD c'était l'opposition aux réformes libérales [de l'université]. »

À ces divergences sur le fond, s'ajoute la dénonciation du verrou bureaucratique de l'UNEF par la direction. Pour la SUIS et plus largement pour la TUUD, les Collectifs Nationaux ne sont pas de véritables organes

de débat et de discussion, mais une mascarade organisée pour légitimer la direction du syndicat. Nicolas relate son expérience : « Je suis intervenu en CN pour la Majo, mais pour rien dire : les interventions sont préparées à l'avance, il s'agit dire "ah, l'UNEF c'est trop bien". Mais y'a pas de débats logiques, y a pas d'échanges sur le fond. »

Nationalement, on peut partager la TUUD en trois entités : les « marianistes », c'est-à-dire le secteur jeune de la LRU, rattachés à Christian Picquet et son courant Unir (plate-forme « droitière » de la LCR pour l'alliance de toute la gauche antilibérale) ; les JCR, qui sont l'organisation jeune mais autonome de la LCR, et rattachés aux plateformes de la LCR radicales ; la SUIS (qui deviendra la SUA), où, on l'a vu, s'investissent des communistes, les Mélenchonistes et socialistes « en rupture », entre autres. Néanmoins, ces sensibilités étaient officieuses. Elles n'avaient pas d'organisation et d'expression en propre : elles n'étaient pas de bulletin de sensibilité ; et localement, il n'y avait pas de réunions de courants. Tout le monde privilégiait le fonctionnement de la TUUD, même si de nombreux débats et désaccords pouvaient avoir lieu avec la direction nationale de la tendance entre Bureaux Nationaux⁴³. Chaque BN de la tendance est rattaché à une sensibilité. Nicolas et Thibaud précisent bien qu'il n'y a pas d'organisation en sensibilité. Jérémie Giono indique quant à lui : « Pour rappel, la SUIS n'a jamais existé en tant que structure formelle, entre 2007 et 2009 nous avons une stratégie de "colonne vertébrale de la TUUD" donc pas de bulletins de sensibilités ni de réunions de sensibilités⁴⁴. » En ce qui concerne la situation lilloise, une particularité locale réside dans le fait que la TUUD est dès 2007 divisée en deux sensibilités : les JCR, minoritaires, et la SUIS. Mais les acteurs interrogés insistent sur le fait

que les relations étaient bonnes, notamment pendant la lutte contre la loi LRU. « Bah, voilà, on ne partageait pas forcément tout, on n'était pas d'accord sur tout, ça c'est sûr. Au niveau stratégie, lutte, aucun problème : on a bien bossé ensemble. (...) Y'avait une rivalité, mais on bossait en commun, je bossais avec Thibaud », explique ainsi Nicolas. Thibaud confirme :

« Franchement, 2007, pour être honnête, le mouvement LRU, on avait vraiment un cadre politique commun, un cadre commun d'intervention sur la fac, en fait tout le mouvement, de septembre, octobre, novembre et tout, on a fait beaucoup de choses, on défendait globalement la même chose avec Nicolas et tout. »

Les deux sensibilités sont d'accord sur l'essentiel, que ce soit le rejet d'une université uniquement orientée vers la professionnalisation, ou encore la dénonciation du manque de combativité de l'UNEF de manière générale – qui va particulièrement se manifester avec la LRU. Pendant un temps, les désaccords qui existent entre elles (sur l'allocation d'autonomie, sur la place des disciplines universitaires⁴⁵...), n'empêchent pas d'avoir une activité commune, qui passe notamment par des réunions chaque semaine, la détention d'un fichier en commun, ou encore le fait de partager le bureau de la VPE. Néanmoins, les relations se sont progressivement tendues entre les deux sensibilités, notamment à propos de la conception de ce que pourrait être une direction alternative à celle de la TMN. Mais c'est surtout peu avant le congrès de 2009 que les désaccords vont être marqués, notamment avec la mobilisation contre la « LRU 2 ». Selon Thibaud, la SUIS ne s'investit pas suffisamment et adopte une mauvaise stratégie – ne privilégiant pas l'auto-organisation et préférant jouer le congrès.

« Ce qu'a fait la Majo et la SUIS à l'époque, c'était de mettre sur pieds une intersyndicale qui ne militait pas du tout dans le comité de mob : ils

⁴³ Ces désaccords, notamment entre les « marianistes » et le reste de la tendance, transparaissent dans de nombreux comptes rendus de réunions du BN de la TUUD (cf. archives de P. Hollestelle).

⁴⁴ Extrait d'un email de Jérémie Giono lors d'envoi de documents de la période (cf. archives de P. Hollestelle).

⁴⁵ La SUIS est très attachée aux disciplines universitaires, là où les JCR seraient, d'après Nicolas, pour « des diplômés à la carte (...) à la cool ».

faisaient des interventions pour dire qu'il ne fallait pas de comité de mob. Par exemple, les seaux qu'on avait de la tendance pour faire les collages, moi j'avais voulu les prendre une fois et on s'était embrouillés, ils me les avaient repris et tout s'était assez tendu. On avait eu un vrai désaccord stratégique sur le mouvement quoi. (...) Le congrès, j'y croyais pas du tout car, déjà, je ne pense pas que c'était la priorité. Je pense que la priorité, ça aurait dû être la mobilisation, pour toute la tendance. (...) En plus, d'un point de vue interne, les rapports de force ne le permettaient pas, parce que jamais la Majo ils n'auraient laissé reprendre l'AGE de Lille. »

La TUUD était très majoritaire sur le terrain. Les mouvements étudiants qui ont traversé la période lui ont permis, quelles que soient ses sensibilités, de se renforcer.

À la suite de la perte par les communistes de l'AGE de Lille en 2007, les tensions s'exacerbent localement. Avant ce basculement, les étudiants adhéraient avant tout à un syndicat avant d'adhérer à une tendance. Après 2007, savoir à quelle tendance va appartenir un nouvel adhérent devient un enjeu de taille. Antoine évoque cette période, à son arrivée à l'UNEF :

« Mon frère [membre du BN] m'a donné le contact de Marc et après, en fait, quand je suis arrivé, je me suis fait gérer des deux côtés quoi. (...) La TUUD pouvait me considérer comme un peu acquis parce que j'étais communiste, et de l'autre côté, t'avais la Majo qui me considérait un peu comme acquis parce que mon frère est au Bureau National. »

On retrouve le même tiraillement entre deux clans opposés, la même pression à choisir sa tendance, chez Lucie, interrogée par Julie Testi : « Quand tu es militant, tu es vite confronté au choix Majo ou TUUD, surtout une année de congrès. L'année de congrès, tu dois très vite faire ton choix, même s'il a été long à faire.⁴⁶ » Une bataille de contacts

⁴⁶ Testi J., *Etre militant au sein de la section UNEF de Lille : les effets de l'institution universitaire sur les pratiques et les attitudes politiques des militants*, Mémoire de M2 de science politiques, Lille 2, 2011, p. 94

s'opère alors entre la TUUD et la TMN, afin d'obtenir le maximum de voix au congrès⁴⁷.

Le sujet de discorde qui selon Nicolas et Antoine est le plus fortement mis en avant, notamment par la TUUD, est celui de la politique de l'UNEF (TMN) durant la LRU. Dès octobre, en effet, les Universités se mettent en mouvement contre le projet de loi Pecresse/LRU. Un mouvement étudiant d'ampleur va prendre forme partout en France, et des dizaines d'Universités votent le blocage. Le mouvement à Lille est particulièrement puissant. La TUUD s'est pleinement engagée dans la bataille, en participant aux cadres d'auto-organisations (CNE) et en appelant à ce que l'UNEF se positionne pour l'abrogation de la réforme : ce qu'elle ne fera pas⁴⁸. Dans un premier temps, le syndicat participe au mouvement en appelant à amplifier la grève, mais en n'ayant pas une véritable politique de construction des blocages, privilégiant la négociation et la bataille parlementaire. L'UNEF rétropédale fin novembre et appelle à stopper le mouvement, à « lever les blocages », suite aux garanties obtenues. Le mouvement ne s'en remettra pas. Cet épisode est encore dans toutes les discussions du congrès de mars 2009, comme le rappelle Antoine :

« Quand je suis arrivé à Lille, il y avait cette question de la LRU qui était tout le temps, tout le temps, tout le temps remise sur le tapis. C'était un sujet de clivage, mais par ailleurs moi, je trouvais ça superficiel comme truc de clivage. Oui, ok, il y avait eu des clivages sur la LRU et tout, mais moi là où j'étais un peu le cul entre deux chaises, c'est que d'un côté je comprenais les arguments qui disaient que peut-être que l'UNEF n'a pas été à la hauteur sur la LRU. Et de l'autre côté, ce que je voyais de l'action de l'UNEF, je ne trouvais pas ça négatif. »

⁴⁷ Il peut exister des passerelles entre les groupes, notamment quand des membres de la TMN passent à la TUUD. Antoine explique alors qu'à la suite du congrès, la gestion des adhérents sera revue pour « éviter qu'ils se fassent récupérer par la TUUD ». Mais, généralement, l'affiliation à une tendance correspond aux premiers contacts eus avec le syndicat.

⁴⁸ Archives de P. Hollestelle : tribune signée par 200 syndicalistes pour l'abrogation de la LRU.

Le fait que la tendance soit née en 2007, juste avant ce mouvement, explique en partie la mise en avant de la politique de la TUUD sur la LRU, en opposition à celle de la TMN. En effet, localement, les membres de la TUUD se sont beaucoup impliqués dans cette mobilisation dont ils ont été à l'initiative, avec le Collectif étudiant contre l'autonomie des universités. La génération du congrès de 2009 s'est formée dans cette lutte. L'identité de la tendance s'est créée autour de ce mouvement. Dès lors, il n'est pas étonnant de voir ce point revenir de fréquemment dans les débats – la direction de l'UNEF Lille ayant relayé les positions nationales. Mais la TUUD essuie également des critiques émanant des structures auto-organisées, notamment des « totos », comme on appelle les autonomes dans le milieu étudiant. Xavier, BN TUUD, parle de menaces vis-à-vis des membres de la tendance :

« Plusieurs facteurs semblent donc indiquer que les totos en veulent à la TUUD au niveau national, par exemple le slogan chanté à la coordination nationale de Lille "La Majo on t'a eu ! La TUUD on t'aura !" Sans se livrer à une guerre privée – qui ne pourrait que nous affaiblir – avec ces gens-là, il convient de rester vigilants et de savoir protéger nos camarades là où la situation est vraiment tendue. »⁴⁹

Autre point souvent mis en avant par la TUUD en opposition à la TMN : la question de la légitimité. Pour David, c'est un des arguments cruciaux : « La bataille n'est pas tant sur l'orientation syndicale. Nous, on mène surtout la bataille démocratique sur la légitimité de comment on s'organise, la maîtrise souveraine de l'orga. » Pour Nicolas, c'est aussi un des points de fracture important ; les tensions émaneraient du problème du manque de légitimité de la TMN : « on avait l'hégémonie sur le terrain. On l'a toujours eu sur le terrain sauf quand ils nous ont rasés, on a reconstruit et on a de nouveau eu l'hégémonie. Donc à partir de ce moment-là, c'est la guerre. » Est notamment

reprochée la non-transparence des comptes, et plus largement de la gestion de l'UNEF. La TUUD étant plus présente sur le terrain et ayant davantage de militants et de cadres, il était considéré comme légitime par ses membres qu'elle récupère la gestion de l'organisation. Ces éléments sont mis en avant lors du congrès de 2009. La profession de foi de la TUUD se structure en quatre points⁵⁰ : « Réformes universitaires », sans concession face au gouvernement, référence systématique à la LRU ; « L'UNEF doit se doter d'une stratégie claire pour gagner », référence à la lutte contre la loi LRU ; « Construire le rapport de force au quotidien », construire le syndicat au quotidien, thématique historique de la SUIS ; « Sur Lille, une équipe dynamique », légitimation du terrain.

Des violences quotidiennes exacerbées avec le congrès

Les rapports conflictuels particulièrement violents entre tendances n'ont pas attendu le congrès de 2009 pour voir le jour, tant ils sont intrinsèquement liés au quotidien des tendances ainsi qu'au légitimisme très important de la TMN. À l'avant-congrès déjà, les insultes publiques sont nombreuses entre militants – surtout contre des membres du BN qui se relaient au quotidien. Nicolas évoque ainsi une alpague entre lui et la suivie TMN de l'époque :

« Un jour, elle est venue me faire chier, dans le Hall du [bâtiment] A, en disant "Qu'est-ce que vous faites là, vous différez encore votre tract pour votre collectif !", je sais plus quoi, en ajoutant "Votre tract là est signé UNEF, vous n'avez pas le droit de faire ça, je vais appeler le BN !". Je lui ai dit : "Tu peux appeler le BN, sale pute, j'en n'ai rien à foutre, je t'emmerde". Je lui ai dit des horreurs impossibles. Je lui dis : "De toute façon tu sers à rien, sans ton BN, toute seule, t'es que dalle, t'as rien à faire là, casses toi, retourne à Paris". Après ça, j'ai reçu un coup de fil de Giono, qui me dit : "T'y es allé un peu fort, calme-toi... Mais, bien joué !... Ils sont bien vénères !" [rire] »

⁴⁹ Archives de P. Hollestelle : compte rendu d'une réunion de Direction du BN TUUD, le 14/12/2007.

⁵⁰ *Ibid.* : 4 axes issus de la profession de foi TUUD de Lille pour le congrès de 2009.

Ce genre de relations est fréquent dans le système en tendance : elle oppose la frustration de la TMN de ne pas contrôler totalement l'outil alors qu'elle est à la direction, étant donné que la TUUD fait ce qu'elle veut au nom de l'UNEF, et les militants qui justifient leurs actes par leur légitimité du terrain. Antoine résume cette contradiction : « T'as un appareil d'un côté, qui veut conserver sa majorité, l'appareil de l'UNEF dans son ensemble avec la majorité nationale, etc. De l'autre côté, t'as des gens qui sont absolument persuadés d'être majoritaires. »

Bien que le quotidien soit traversé de relations tendues, c'est au moment du congrès qu'elles sont les plus exacerbées. Les violences peuvent être d'abord verbales et psychologiques. C'est ce qu'évoque Antoine : « Y a eu des situations vraiment tendues, genre où Anna se fait poursuivre dans les toilettes. » Ces violences vont parfois jusqu'à être physiques. David évoque ainsi son exclusion rapide du congrès pour avoir violenté un BN TMN, suite au harcèlement exercé sur l'un de ses camarades :

« Je me suis fait exclure du congrès très rapidement, parce que le premier jour mon camarade Florian reçoit des coups de pressions [de la Majo BN]. (...) Un moment on se barre de la fac, ils commencent à envoyer deux personnes pour nous suivre, donc là je les menace : "Arrêtez de me casser les couilles". Parce que, encore une fois, je suis à l'UEC, on est des responsables UEC, on n'est pas des responsables syndicaux. Y'a deux BN de Paris qui font les kékés (...). Donc arrive le point de rupture avec eux, ils nous exaspèrent : j'veux bien m'amuser quand c'est moi qui dirige, mais quand c'est plus moi... voilà, j'arrête le jeu. Ils n'ont rien compris, parce que c'est des trous du cul, la fille qui s'est pris une grosse gifle a failli aller à l'hosto, elle sortait avec le numéro 2 du MJS, elle était avec un connard de Reims à qui j'ai failli casser le nez. Je les ai tabassés, comme un sanglier ; elle, elle était à terre. »

L'état de tension est palpable autour du congrès et de ses enjeux. Le congrès est une « épreuve de grandeur », la représentation

symbolique de la compétition⁵¹. Il permet de comparer la force d'un groupe militant à celle d'un autre, et pousse les individus à se dépasser – ce qui peut expliquer l'investissement très lourd dans sa préparation évoqué par les militants. Le congrès résume en quelques sorte une compétition entre les acteurs en seulement trois jours. Tous les coups y sont permis. La méthode de la TMN est notamment décriée. En effet, d'après Nicolas, David et même Antoine, ont participé essentiellement à ce congrès les membres du BN – des parisiens majoritairement – alors que le congrès est lillois : « tout le monde était là », affirme Thibaud. Cela fausse les résultats finaux du congrès (la bataille des contacts que nous avons évoquée est centrale). Le but est d'amener le maximum d'adhérents à voter pour sa tendance. Des bureaux de votes sont disposés un peu partout à Lille, simultanément et toute la journée. Or il faut des forces pour tenir ces bureaux de votes, mettre des militants devant pour convaincre de voter pour sa tendance, rappeler les adhérents et les faire venir voter, ainsi que s'assurer que la tendance d'en face ne trafique pas les résultats.

Selon Nicolas, la TMN avait 800 cartes et a fait 200 voix. La TUUD, elle, en avait 140 et a fait 130 voix. Les militants de la période expliquent qu'il y avait des BN en permanence à Lille pour faire des cartes. « Avant le congrès ils ont débarqué Mardi, Mercredi, Jeudi, ils venaient au moins à 4. (...) Je me demande comment ils pouvaient se regarder dans la glace. (...) Je pense qu'aux militants locaux, on leur cachait des choses : ce n'était pas eux qui faisaient les cartes », explique Nicolas. Le calcul est bien sûr que plus il y a de cartes, plus il y a de potentiels votants. Le fichier de 2009 montre aussi qu'une très grande majorité de ces adhérents comptabilisés par la TMN ne sont pas à jour de leur cotisation, mais ont pu voter, ce qui n'est pas statutaire⁵². Néanmoins si chaque carte a pu être comptabilisée, c'est

⁵¹ Cette « épreuve de grandeur » est inhérente à la compétition, quelle que soit sa forme. Cf. Duret P., *Sociologie de la compétition. Sociologies contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2009.

⁵² Archives de P. Hollestelle : fichier de 2009, version non définitive volée par la TUUD.

qu'il y a eu une remontée à 10€ à l'organisation nationale. Une des techniques permettant de contourner ces contraintes consiste à ne pas prendre la part locale de la cotisation pour pouvoir remonter une autre carte (une carte UNEF à 20€ correspond à 10€ local et 10€ national) : une carte à 20€ (TUUD par exemple) entraîne la production d'une carte « gratuite » (faite par la TMN). Ce procédé est au cœur des critiques de la TUUD, qui dénonce une injustice nuisant à l'équité entre les tendances. C'est dans ce cadre que la TUUD vole le fichier à la TMN pour avoir une situation du fichier adhérent, épisode connu dans le milieu militant et symptomatique des tensions. Face à cet afflux de membres du BN, la TUUD s'amusait à faire craquer psychologiquement – à faire « péter » - les suivis de l'AGE de Lille envoyés par le BN TMN pour qu'ils n'aient plus envie de revenir. Nicolas raconte ainsi :

« Dans les BN, Nicolas a fait trois semaines, Salomé a fait un mois et demi, [...] puis celle d'après elle est partie au bout de deux semaines. Mais après ils nous ont envoyé des belles, Thierry Le Cras, VP UNEF, c'était le chef de la SPE [note : sensibilité de la TMN qui tenait l'AGE à Lille], lui a fait l'année 2007 la première année, il a fait toute son année, pourtant on lui en a fait voir. »

C'étaient en effet eux qui géraient l'activité à distance, qui rappelaient les adhérents pour le congrès : il fallait donc être en mesure de les parasiter le plus possible. Outre la présence importante des BN et les « fausses cartes », la TMN aurait aussi eu recours à de fausses argumentations et promesses qui ne se réaliseront pas, comme l'explique Nicolas :

« Les rendez-vous café, en se faisant passer pour des communistes, quand ils disent "si t'es pas communiste, tu peux pas voter pour ma tendance". [...] Ali, qui était à la JC, à l'UNEF et qui nous a trahis. Il nous a trahis car l'UNEF Majo lui a promis une carte de séjour, ou une carte de naturalisation »

Ces coups électrisent les relations. Le jour du vote, ajoute Nicolas, « tout le BN UNEF était là » :

« Leur pratique, c'était horrible, t'as jamais vu ça, ils étaient 30, 50 en tout, ils avaient loué une auberge de jeunesse, ils passaient des coups de fils sur leur fichier de 800 cartes depuis Paris. Les gars qui passaient leur rappel du fichier, ils étaient à Paris ! »

Tous les moyens politiques comme financiers sont ainsi déployés pour remporter le congrès, quelles qu'en soient l'issue et les conséquences. Cela ne fut possible que par la construction de la tendance : politique, en partie, car renvoyant à « PS contre PC » - c'est l'intime conviction de Thibaud, qui ne voit que des désaccords politiques entre la TMN et la TUUD.

Néanmoins, pour en arriver à un tel niveau de conflictualité, les raisons idéologiques ne font pas tout : la construction sociale de la tendance participe également beaucoup aux tensions. Pour expliquer les violences et surtout – paradoxalement – l'intensité militante, Antoine évoque de « grosses rancœurs personnelles » issues de situation de « sectarisme » de ceux qui étaient en « première ligne ». Cela est permis par une construction sociale, qui dépasse la question politique, bien que cette dernière soit indispensable pour donner une identité de groupe. Elle se décline en trois facettes. D'abord, la constitution d'un habitus militant, nous l'avons vu. Mais à cela, s'ajoutent deux autres éléments. D'une part, un facteur d'identification, pouvant être politique mais aussi incarné par un individu, qui représente un idéaltype à atteindre et qui est porte-parole d'un groupe de référence dans un champ plus large – une socialisation par les pairs. Enfin, une socialisation à l'affect qui se cumule à la socialisation à l'institution, qui permet l'incorporation de l'habitus militant.

« L'activation et/ou l'acquisition des dispositions nécessaires, la socialisation à l'institution qui modèle un habitus militant spécifique, la docilité des agents dans leur prise de rôle, sont autant d'aspects d'un même processus dont la condition de possibilité est justement la sociabilité, entendue non pas comme la disposition d'un individu à la vie collective, mais comme ce phénomène collectif en soi.⁵³ » Le rôle de

⁵³ Yon K., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant », *op. cit.*, p. 70

la socialisation à l'affect est primordial pour la construction du groupe. En effet, c'est en se liant avec des pairs qu'on renforce le groupe. Les rapports de congrès dépassent alors le simple enjeu politique : si les individus sont poussés à aller aussi loin, c'est aussi que les rapports entre tendances sont devenus des rapports personnels.

Un congrès aux lourdes conséquences

Les violences vécues au congrès de 2009 auront des répercussions importantes, tant sur les individus, qui pour une partie, quittent la sphère militante ou se replient vers une sphère alternative (organisation politique au détriment de l'organisation syndicale), que sur les structures syndicales, durablement marquées par ces conflits. En ce qui concerne les conséquences individuelles, on assiste à un phénomène classique à l'UNEF : celui du militant qui a « pété », qui subit une forme d'épuisement, un *burnout*, qui l'amène à un repli sur la sphère privée à la suite d'une déception⁵⁴. Ce phénomène est très fréquent, non seulement parce que les tensions permanentes sont usantes, mais aussi parce que le rythme militant est très élevé. David évoque les conséquences à la TUUD : « Ça en a détruit une partie, y en a des lambda, des jeunes qu'on avait fait adhérer dans l'année etc., qu'on a plus revu à la JC, ni dans le syndicat [...]. On est retombé à 50 sur les 75. » Sont ainsi surtout impactés les adhérents qui n'ont pas encore fait leurs armes dans le militantisme. Les adhérents politisés, conscients des enjeux, vont surtout se détourner du syndicat souvent pour se replier sur la politique. Thibaud souligne :

« Le soir du congrès, y'a eu une réunion de la tendance qui était énorme, [...] y'avait 60-70 personnes, on était vraiment nombreux... Sur ces 70 personnes, ceux qui ont continué à militer syndicalement après, je les compte sur les doigts d'une main, deux mains maximum ! »

Pour David, ces conséquences s'expliquent par le fait que ses camarades étaient « naïfs »

⁵⁴ Mathieu L., *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004, p. 83.

de penser qu'ils pourraient reprendre la direction du syndicat :

« Tous les nouveaux qui ont fait les mouvements sociaux, LRU machin truc, et qui découvrent le milieu politisé et syndical, là, c'est un peu un dépuceage... Ils découvrent ce que la Majo et les socs sont capables de faire pour garder leur pouvoir et qu'est-ce que ça veut dire d'être hégémonique. »

Une partie de cette génération recrutée à la LRU est donc blasée par les pratiques de la TMN. Mais la majorité des cadres continue à militer par la suite, à l'UEC et à la JC. La TMN n'est pas en reste, d'après Nicolas.

La génération qui suit sera aussi celle qui « pète » en 2010. Antoine revient sur cette période :

« L'AGE a pété en 2010, après le mou' de 2010. En fait t'as Arlene, Aurélien et Marc qui étaient respectivement Président, SG et Trésorier, les trois ont pété en même temps. Ils ont dit "on se casse" ! »

La période qui suit le congrès de 2009 est ainsi extrêmement tendue. Les conséquences se font sentir également dans le syndicat. Outre un affaiblissement certain, dû au « pétage » d'une équipe militante importante face à une direction affaiblie, des conséquences se font sentir sur l'ambiance générale. Antoine explique encore :

« T'as eu une radicalisation des deux côtés, un sectarisme qui s'est installé dans cette AGE. Pour le coup, l'ambiance pourrie du congrès de 2009 a pourri l'ambiance pendant un ou deux ans, et en fait, ça s'est vraiment résorbé au moment où l'AGE a pété en 2010. »

Selon lui, les tensions se résorbent après 2010 car : « l'AGE qui a géré le congrès de 2009, c'est l'AGE de Samuel, l'AGE qui a pété de 2010, c'est les héritiers de Samuel. Les gens qui ont géré dès 2010 ne se sentaient pas solidaires avec ceux qui ont géré 2009 ». On voit ici le lien direct entre le congrès et ses conséquences sur les relations, jusqu'à 2011.

L'UNEF voit aussi arriver de nouveaux concurrents. Si à Lille – contrairement à Nantes – il n'y a pas de scission ou de création d'un « syndicat rouge »

(sur les restes de la TUUD), une nouvelle stratégie voit le jour de la part de la SUA membre de la TUUD. David l'explique ainsi :

« Les copains du syndicat décident de militer UNEF d'une autre manière, c'est-à-dire mêler les campagnes propres. Et c'est à la suite du congrès national, (...) on lance des campagnes propres (...), la FERUL est une conséquence du congrès (...), c'est une démonstration de c'qu'on est capable de faire après le congrès de 2009. On s'est recentrés sur le début d'une reconstruction d'une organisation syndicale minoritaire qui a vocation à être hégémonique : refaire du syndicalisme dans le cadre d'une tendance. »

En 2010 est ainsi montée la FERUL, Fédération des Étudiants en Résidence Universitaire de Lille, une association parasyndicale des Cités-U, qui découle de la grève des loyers construite par la TUUD, et qui est dirigée par des membres d'U&A. C'est avec cette association, qu'en 2010 U&A franchit le pas, avec la FERUL (autour des étudiants grévistes), l'UEC et Sud Artois et monte une liste aux élections du CROUS de Lille (échelle académique) face à l'UNEF. Cette liste intitulée « Défend ton CROUS »⁵⁵ réussit à faire un élu sur six, ce qui est très rare pour une petite liste. U&A met là en pratique ses revendications autour des aides indirectes. La TUUD (U&A) obtient également un élu via la liste UNEF, dont elle possède la tête de liste. Nicolas explique l'opération, son dernier fait d'arme, pour garder la VPE de Lille 3 :

« On a monté DTC pour assurer les centraux : c'était mon idée. Si on ne l'avait pas monté, on aurait perdu la VPE, et donc on l'a monté pour avoir des enveloppes CROUS et pouvoir négocier tranquillement les centraux avec la Majo. »

La TMN va aussi remettre en question sa manière de gérer la formation, notamment en matière d'accueil des nouveaux⁵⁶. Pour Antoine :

⁵⁵ Archives de P. Hollestelle : exemplaire du tract de la liste (4 pages couleurs).

⁵⁶ Yves Poirmeur a bien souligné le rôle essentiel d'« intégration des militants » joué par la Tendance, que ce soit dans un parti ou dans un

« 2009 ça a eu une conséquence sur comment la Majo gère les gens. Les années d'après, les gens de la Majo, quand ils ont recruté des gens, quand ils ont voulu les former, ils les ont sectarisés, très clairement, le plus vite possible, pour éviter qu'ils se fassent récupérer par la TUUD. »

Antoine évoque aussi une importante divergence au sein de la TMN à partir de 2011 entre lui et Yann, le Président d'AGE de l'époque, notamment autour du fait que Yann prenait trop l'UNEF comme un outil de construction politique, au service de son parti/courant, mais aussi sur des questions d'organisation. Antoine aurait alors la possibilité de « putsher » Yann, mais ne le fera finalement pas, acceptant la place de Vice-Président. Cela va équilibrer les rapports en interne et apaiser l'UNEF Lille. Ce choix est également dû à la présence alors plus faible de la TUUD.

Malgré cet affaiblissement et le fait que les congrès ne soient plus un enjeu central pour la TUUD (la TMN réalise 80 % lors du congrès de 2011), Julie Testi, dans son enquête sur l'UNEF à Lille en 2011, observe que

« si la TUUD semble être de plus en plus faible dans les urnes, elle ne dispose pas moins d'une forte visibilité sur le site de Lille 3. En effet, les militants de la TUUD sont relativement nombreux à comparer de leur poids lors du congrès local. Leurs forces militantes leur permettent de mener des campagnes qui ne sont pas nécessairement en lien avec celles menées par les militants de la TMN.⁵⁷ »

À la suite du congrès, la TUUD tient sa plus grande Assemblée Générale depuis le lancement de la tendance en 2007. Nicolas confie :

« On a fait une grosse AG TUUD : y avait plus de 70 personnes. On l'a fait dans la salle au B. On a fait une méga AG TUUD, on a fait la plus grosse AG. Mais ça n'a débouché sur rien. J'avoue, je suis déçu... ».

syndicat. Cf. « Les tendances dans les partis et les syndicats », *op. cit.*, p. 268-270.

⁵⁷ Testi J., *op. cit.* p. 93.

Dans cette AG est discutée la possibilité de monter un « syndicat rouge », c'est-à-dire un syndicat hors de l'UNEF, dirigé par l'équipe militante de la TUUD. Cette expérience a été réalisée à Nantes, avec le CEN. Nicolas voit cela comme « une vague gauchiste ». Pour lui, les militants se sont posé « trop de questions (...), alors qu'il fallait faire ce qu'on a toujours fait : militer ! ». David revient sur cette expérience qui va amener l'UEC à réfléchir sur la question :

« Concrètement, pleins de camarades disent qu'on ne peut plus rien faire à l'UNEF, on en a eu la démonstration assez flagrante, et du coup les camarades veulent faire un syndicat. (...) On y réfléchit et nous, du coup, bureau de l'UEC on y réfléchit, au niveau national en partie, avec les UEC engagées dans cette bataille syndicale, etc. Est-ce qu'il ne serait pas opportun, ne serait-ce pas le moment de créer une scission et de faire un syndicat rouge ?... Ce fut avorté très vite : en deux semaines, un mois, c'est avorté. »

Le bureau de l'UEC est fermement contre cette idée qu'il juge « aventuriste ». D'après David, il est conscient que « la majorité était pour qu'on crée un syndicat et nous on l'a vu parce qu'on connaît bien notre orga, dès la réunion post-congrès, on avait étouffé l'affaire avec le questionnaire ». Ce questionnaire est lancé par le bureau de l'UEC pour permettre une consultation sur la question syndicale. David explique que le but de ce questionnaire est là « pour faire passer la pilule » :

« Pour que les choses puissent s'exprimer (...) on fait un questionnaire, pour que les camarades n'aient pas l'impression qu'on leur enlève leur moyen de s'exprimer. Les questions du questionnaire tournent d'une certaine façon qu'ils réussissent à dire qu'il faut continuer à militer au sein du syndicat de masse plutôt que partir à l'aventure. »

Dans l'immédiat, il y a eu d'importantes tensions au sein de la JC. En effet, l'UEC locale était politiquement en froid avec la JC fédérale, même si sur la question syndicale, il y avait un accord commun des deux parties. La JC est même favorable à rester à l'UNEF. Pour David, sa direction va profiter du

questionnaire pour remettre en cause la fiabilité de l'UEC et faire « le ménage » :

« Olivier [responsable de la JC de l'époque] et compagnie se servent du questionnaire pour dire qu'on n'est pas fiables. Ça a explosé l'UEC. Moi, j'me fais purger par la direction nationale de l'UEC. Après, c'est des conflits internes avec Olivier, etc. Il a cru que notre questionnaire servait à légitimer le fait qu'on quitte l'UNEF, sauf que lui n'avait pas participé au congrès, hein. (...) J'étais le bouc-émissaire. »

Cette polémique d'après congrès va cependant retomber d'elle-même assez rapidement. Reste que cet événement met fin à l'adhésion systématique d'un membre de l'UEC à l'UNEF. Ainsi, au congrès suivant, l'UEC n'est plus directement impliquée. « L'UEC qui adhère à l'UNEF... à ce moment-là, c'est fini ! » Thibaud voit aussi cette période de loin. Sa déception se ressent :

« Pour la TUUD, c'étaient pas des supers conséquences, hein ! L'équipe après elle n'a pas trop tenu (...), dans les milieux communistes, comme on dit. Pas mal de gens dégoûtés ont arrêté de militer syndicalement. »

Il faudra attendre 2013 pour voir réapparaître localement une véritable présence communiste dans le syndicat, avec la reconstruction d'une équipe syndicale qui émane de l'UEC et qui milite quotidiennement. La période a profondément marqué les générations militantes suivantes, notamment dans les rapports qu'elles doivent entretenir avec la direction du syndicat.

Conclusion

En mai 2019, 86 responsables issus de l'aile gauche de l'UNEF annoncent avec grand fracas leur départ du syndicat. Les scissionnistes fondent la Fédération Syndicale Etudiante (FSE). Son premier congrès se tient le mois suivant. Si quelques-uns des dissidents sont issus de la TMN, cette scission est essentiellement le fait de la TUAS, Tendance Unité et Action Syndicale, dont la création en 2015

s'inscrit largement dans la filiation de la TUUD et de la SUA. Présentée comme plus proche des communistes que du PS et inscrite dans la tradition syndicale de l'UNEF-Renouveau, la TUAS revendique la réaffirmation de l'identité syndicale de l'UNEF et appelle à la suppression du système en tendances hérité de l'UNEF-ID aboutissant à une cartellisation du syndicat au profit de groupes politiques. Dans une « lettre aux camarades de l'UNEF » de 22 pages exposant les motifs de leur défection, les militants dissidents dénoncent en particulier un fonctionnement interne du syndicat verrouillé et opaque et l'absence de démocratie réelle en son sein⁵⁸.

Ce départ peut être vu ici comme un aboutissement des critiques à l'égard des dérives de l'organisation en tendances émises par les militants lillois de la TUUD dans la période que nous avons étudiée. En effet, parmi les principaux problèmes énumérés dans la lettre de démission, le fonctionnement en tendances tient une place centrale. « Localement, c'est une bataille constante entre les membres d'une même AGE, qui entrave l'application d'une activité militante pérenne et efficace ». Le système en tendances est accusé de figer les clivages, d'écarter les individus des objectifs communs. L'accent qu'il conduit à placer sur les enjeux de pouvoir interne est source de divisions stériles et chronophages. Quant à l'analyse des congrès qui est faite dans la lettre, elle entre directement en résonance avec ce que nous avons vu ici pour celui de 2009 :

« Le congrès n'est pas un temps démocratique, ce n'est même pas un temps de débat. Le congrès de l'UNEF est le moment qui institutionnalise une guerre ouverte

entre les différents groupes internes de l'UNEF, où chacun-e fait adhérer le plus de monde possible pour les faire voter. (...) Le congrès de l'UNEF est un moment d'une grande violence, où le mot de camarade est proscrit. La suspicion, les insultes, les comportements oppressifs, etc. sont légion. A chaque congrès, de nombreux-ses camarades, souvent prometteurs-ses, démissionnent et quittent l'organisation, car ils ou elles ne se sont pas engagé-e-s pour subir et faire subir de la violence au sein de l'organisation. »

De façon générale, on l'a vu, au-delà de détourner le syndicat de ce qui devrait être l'essentiel de son activité et de le déconnecter ainsi de plus en plus du monde étudiant, le système en tendances pousse aux affrontements violents. Or les violences, nombreuses, ont longtemps été étouffées sous la culture du silence qui dominait le syndicat en général, et la TMN en particulier.

⁵⁸ Le texte de la lettre est accessible notamment ici : <https://agauche.org/2019/05/20/lettre-aux-camarades-de-lunef/>